

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1978)

Heft: 438

Artikel: Les socialistes après Chiasso : contrôle des banques : rester dans le système [à suivre]

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026971>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Contrôle des banques : rester dans le système

Après le scandale de Chiasso, on enregistrerait quelques déclarations fracassantes, à gauche, et en particulier dans les rangs socialistes : il n'était question rien moins que de « nationaliser » les banques... Ces propos sans nuances étaient de bonne guerre : on tentait d'exploiter une certaine disponibilité de l'opinion à des réformes d'un secteur réputé inexpugnable !

La riposte des principaux intéressés ne se faisait pas attendre : sous la forme de campagnes de presse soigneusement orchestrées, les milieux bancaires faisaient savoir la valeur de leurs moyens

de contrôle, clamaient sur tous les tons que Chiasso n'était qu'un accident de parcours.

La contre-offensive de la place bancaire prenait également l'allure d'une vague de dispositions officielles destinées à restaurer la crédibilité et la fiabilité des banques.

Réaction bancaire sur trois fronts

C'était, déjà en été dernier, la convention passée entre la Banque nationale et l'Association suisse des banquiers : elle vise, « grosso modo », à limiter l'entrée des capitaux « sales » dans notre pays l'obligation pour les banques de vérifier l'identité de leurs clients, de refuser des fonds dont l'origine est douteuse, notamment).

C'était aussi le travail mené par la Commission fédérale des banques, en collaboration avec les

organismes de revision, et qui devrait aboutir au renforcement du contrôle externe des banques (à prévoir lors de la révision de la loi fédérale sur les banques, avec à la clef, selon toute probabilité, un renforcement des effectifs de la Commission fédérale des banques).

C'était enfin la publication d'un « guide » sur la révision interne dans les banques, une sorte de recueil de conseils publié par l'Association suisse des banquiers à l'usage de ses membres. Rien de nouveau, mais une mise à jour lancée avec le tapage indispensable, pour frapper l'opinion publique et la rassurer sur la bonne volonté des banquiers.

Combats de retardement

On notera que sur les deux derniers points — renforcement du contrôle externe et renforcement du contrôle interne — les banquiers se battent sur deux fronts : comme on l'a dit, ils tentent de restaurer la façade; mais ils essaient également de reprendre l'offensive et, en multipliant les initiatives, de convaincre les milieux intéressés que les réformes indispensables n'ont pas à être ancrées dans la loi par des textes nouveaux (selon eux, une réactivation des dispositions existantes suffirait). A gauche, le travail se poursuivait au sein d'une commission de travail « ad hoc ». Au point où l'on en est, on constate que l'accord s'est fait sur une option principale : on ne touchera pas au rôle des banques dans le système actuel (tout en allant bien au-delà des démonstrations superficielles des banquiers); mais on fera des propositions pour réprimer et empêcher — autant que faire se peut — les abus. Dans les cercles bancaires, on s'est déjà félicité de cette modération socialiste... tout en réfutant, point par point, ce qui avait transpiré des premiers projets; un soulagement feint donc, qui peut laisser croire que la tactique socialiste est la bonne : un projet « raisonnable », inscrit dans le système, sera plus difficile à rejeter que des propositions fracassantes, inspirées des premières déclarations de l'après-Chiasso...

UNE COMMISSION DE SEIZE MEMBRES

Le mandat de la commission, selon le comité directeur du Parti socialiste suisse, chargée de rédiger un projet de texte d'initiative : « Une analyse de la situation dans le domaine de la politique des affaires et dans celui des imbrications des banques et autres institutions en Suisse, un inventaire des travaux de révision en cours et des possibilités de contrôle (dont on n'a pas encore fait le tour) dans le secteur bancaire, l'établissement d'une liste et la classification des règles de comportement, vues sous l'angle socialiste, en ce qui concerne la politique du crédit et les compétences dans ce même domaine, les problèmes que pose l'évasion des capitaux et d'autres questions touchant à la pratique des affaires des banques. »

La composition de la commission socialiste :

- Richard Bäumlín, professeur de droit constitutionnel (Berne)
- Christoph Berger, secrétaire central dirigeant du PSS (Berne)
- Erich Diefenbacher, avocat (Lugano)
- Heidi Flühmann, collaboratrice du secrétariat, PSS

- Andres Gerwig, avocat, conseiller national (Bâle)
- Peter Graf, chef de presse PSS (Berne)
- Urs Haymoz, économiste (Saint-Gall, sans droit de vote)
- Beat Kappeler, économiste, secrétaire Union syndicale suisse (Berne)
- Christoph Koellreuter, économiste (Bâle)
- Charles-André Morand, professeur de droit constitutionnel (Genève)
- Peter Mosimann, juriste (Université de Bâle)
- Jean-Noël Rey, secrétaire du Groupe socialiste aux Chambres fédérales (Berne)
- Hans Schmid, professeur d'économie, conseiller national (Saint-Gall)
- Rudolf H. Strahm, économiste, secrétaire de la « Déclaration de Berne » (Stuckishaus, présidence)
- Jakob Tanner, historien (Zurich, représentant des Jeunesses socialistes)
- Jean Ziegler, professeur, conseiller national (Genève).

La démarche de la commission du Parti socialiste, dont les textes sont actuellement encore en discussion au « sommet », est typique d'un état d'esprit. Le premier rapport mettait en effet en discussion quatre « paquets » :

1. Assouplissement du secret bancaire et introduction d'une obligation de renseigner pour les banques, dans les questions fiscales, pénales et monétaires, ainsi que dans celles de l'entraide judiciaire en faveur d'autres Etats en cas de fuite illégale de capitaux. Là, on insistait sur quatre points principaux :

a) le secret bancaire doit être levé dans les cas où il sert à frauder et à tromper les pouvoirs publics en Suisse et à l'étranger; il s'agit en particulier de placer sur un pied d'égalité le relevé du compte en banque de l'indépendant et du détenteur de capitaux et l'attestation de salaire des employés (qu'il faut fournir, comme on sait, lors de chaque déclaration d'impôt).

b) la Suisse doit cesser d'être un havre pour les capitaux étrangers en fuite aux fins de fraude fiscale ou de « blanchissage » (la bourgeoisie des pays à monnaie faible ne doit plus avoir la possibilité d'utiliser la place financière qu'est la Suisse pour saboter son gouvernement par des retraits de capitaux);

c) il faut limiter la force d'attraction de la place financière suisse afin de réduire la pression à la hausse du franc (la réévaluation que provoque le flux des capitaux en fuite et spéculatifs vers la place financière suisse handicape l'industrie d'exportation et la contraint au transfert de la production à l'étranger);

d) l'assouplissement du secret bancaire doit con-

duire au « redimensionnement » de la place financière et à la réduction des risques pour l'économie suisse.

2. Limitation de la boulimie des banques dans tous les secteurs de l'économie. La puissance des grandes banques n'apparaît pas seulement dans la somme de leurs bilans, mais aussi dans le contrôle qu'elles exercent sur de vastes secteurs de l'économie (« des empires puissants et aux longues ramifications mènent à une cancerisation croissante de l'économie »). D'où : l'influence des banques, par le biais du contrôle des capitaux et des interconnexions personnelles, doit être rendue publique et limitée.

3. Protection des épargnants. Depuis 1970, plus de 1,5 milliards de francs ont été engloutis dans une trentaine de krachs bancaires et de pertes financières (Crédit Suisse et Texon non compris!); dans quelques cas, des épargnants et de petits détenteurs de comptes ont été lésés. D'où : les banques doivent être tenues d'assurer les dépôts de l'épargnant, la forme concrète de l'assurance restant libre.

4. Réajustement de la « compétence générale d'intervention » de la Confédération : l'attribution d'une plus large compétence à la Confédération devrait inclure les questions de l'octroi des crédits et de la fixation des intérêts.

On le voit, les « experts » socialistes ne craignent pas d'ouvrir, dès l'abord, le débat le plus largement possible, tout en restant délibérément dans le champ du système actuel. Cette option devait orienter efficacement toute la discussion.

(A suivre)

ANNEXE

Les retombées du secret

En matière de « secret bancaire », le point le plus délicat de la réflexion, quelques chiffres.

Introduit dans la loi sur les banques, et suivant une procédure-éclair suite à quelques incidents

causés, avant la Deuxième Guerre mondiale, par des agents nazis qui enquêtaient sur des fortunes juives, le secret bancaire aboutit à une situation anormale dans le secteur de la taxation fiscale (distorsion entre les obligations de l'impunité fiscale faites au salarié et la marge de « manœuvre » laissée aux indépendants et aux détenteurs de

capitaux). En fait une banque n'est tenue de fournir des informations sur le compte d'un fraudeur que s'il y a une fraude fiscale, soit falsification consciente de documents ou d'actes et que l'affaire soit traitée devant un tribunal; mais pour intenter une action en fraude, les moyens de preuve ne suffisent généralement pas...

L'obligation impartie aux banques de refuser de fournir des renseignements à l'autorité fiscale permet de deviner l'existence d'un immense potentiel de fraude fiscale auquel on ferait bien de songer à notre époque de déficits publics! Quelques indications sur des possibilités de fraude :

— Sur la base des produits de l'impôt anticipé de la Confédération (1976 : 1683 millions de francs), on peut évaluer le montant des fortunes suisses ou étrangères non déclarées au fisc et qui sont déposées en Suisse, à environ 120 milliards de francs (calculé avec un taux d'intérêt moyen de 4 %, puisque les grosses fortunes étrangères ne sont productives que d'un intérêt de 2 à 3 %).

— Les fortunes administrées fiduciairement ne sont pas frappées directement par l'impôt anticipé pour autant que le type de placement (par ex. actions, obligations suisses) ne soit pas soumis au régime de l'impôt anticipé. Le volume global de toutes les fortunes administrées à titre fiduciaire sur la place financière « Suisse » est évalué par le secrétariat de la commission fédérale des banques à 250-350 milliards de francs. Sur ce montant 60 milliards sont administrés par les banques (fin 1976) et ne sont frappés de l'impôt anticipé que de façon très fragmentaire (il s'agit ici pour une grande part de fortunes étrangères).

— Les emprunts étrangers en Suisse et leur rendement ne peuvent pas du tout être imposés parce qu'ils sont exonérés de l'impôt anticipé. La somme en partie encore due des emprunts obligataires étrangers en Suisse (souscrits par des Suisses et des étrangers) se monte à 18-20 milliards de francs. Cela représente une perte d'impôts anticipés d'environ 400 millions de francs par année, ou une perte analogue d'impôt sur la fortune ou les revenus de la fortune.